



---

## 71<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Points 144 et 133 de l'ordre du jour

### Rapport d'activité du BSCI

### Examen de l'efficacité : rapport annuel du CCIQA

### Report on OIOS activities

### Review of efficiency: IAAC annual report

New York, le 30 septembre 2016

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations saluent la présentation du rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, de même que le rapport d'activité du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA), qui couvre la période du 1<sup>er</sup> août 2015 au 31 juillet 2016.

Madame la Présidente,

Nous remercions Mme Heidi Mendoza, Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne, d'avoir soumis son premier rapport sur les activités autres que celles afférentes au maintien de la paix à l'Assemblée générale. Nous nourrissons de grandes attentes à son égard. La Suisse et le Liechtenstein veulent une ONU forte, efficiente et efficace. Le BSCI joue un rôle clé dans la bonne gouvernance et le fonctionnement de l'Organisation. Nous sommes convaincus qu'une fonction de contrôle interne solide au sein du Secrétariat est essentielle pour rendre l'ONU plus responsable, plus transparente et plus efficace.

Concernant le présent rapport, nous souhaitons relever trois points :

Premièrement, nous voudrions insister sur le fait que toute fonction de contrôle a pour préalable indispensable **une marge d'autonomie qui est suffisante, réelle et visible** par rapport aux responsables des Nations Unies et des fonds et programmes pour lesquels le BSCI assure les services de contrôle. Le BSCI doit pouvoir exécuter les activités que lui assigne son mandat d'une manière impartiale et objective pour être vraiment utile aux responsables de l'Organisation. L'autonomie suppose que le BSCI est habilité à déterminer ses plans de travail définitifs et le contenu de ses rapports finaux, à demander des ressources à la mesure de ses tâches, à accomplir ses tâches sans ingérence et avec

---

le concours des responsables et des parties intéressées, à choisir son personnel et à aborder directement avec l'Assemblée générale et le Secrétaire général les questions d'importance primordiale pour l'ONU ou le Bureau.

Deuxièmement, nous tenons à souligner le rôle capital de la **gestion du risque institutionnel**, un important outil de gestion intégrée de l'Organisation. Nous pensons que les activités de contrôle devraient surtout porter sur les principaux risques encourus par l'Organisation. Nous partageons l'avis du CCIQA selon lequel les hauts responsables doivent continuer à diriger activement les travaux menés dans le domaine de la gestion du risque institutionnel, afin que le recensement systématique et la gestion des risques deviennent effectivement le mode de fonctionnement habituel dans l'ensemble de l'Organisation. Nous soutenons la recommandation précédente du CCIQA demandant que le Secrétaire général veille à ce que l'Organisation et tous ses départements et offices possèdent les capacités nécessaires pour mettre correctement en œuvre et affermir la gestion du risque institutionnel.

Troisièmement, le BSCI a accompli un travail important, mais doit faire plus, dans le domaine de la prévention de **l'exploitation et des atteintes sexuelles** dans l'ensemble du système des Nations Unies et en ce qui concerne la nécessité plus générale de protéger les civils. Nous souscrivons à la recommandation du CCIQA voulant que le BSCI détermine les contrôles spécifiques devant être mis en place dès le lancement d'une opération de maintien de la paix. Le BSCI devrait ensuite vérifier la qualité de ces contrôles à mesure que de nouvelles opérations seraient mises en place. Ainsi, l'Organisation serait plus à même de prévenir les atteintes sexuelles. Il est en outre essentiel que le BSCI dispose des ressources et des capacités nécessaires pour pouvoir enquêter rapidement sur les allégations de tels actes afin qu'aucune preuve ne se perde et qu'il soit possible de faire rendre des comptes aux responsables.

Madame la Présidente,

Nos délégations continueront à s'engager pour renforcer le Bureau en vue de rendre l'ONU plus responsable, plus transparente, plus efficiente et plus efficace. Nous participerons de manière active et constructive aux délibérations portant sur ce point de l'ordre du jour.

Madame la Présidente, nous vous remercions.

---

*Unofficial translation*

Madam Chair,

I have the honour to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the introduction of the report of the Office of Internal Oversight Services (OIOS) on its activities for the period from 1 July 2015 to 30 June 2016 as well as the report on the activities of the Independent Audit Advisory Committee (IAAC) for the period from 1 August 2015 to 31 July 2016.

Madam Chair,

We thank Ms Heidi Mendoza, Under-Secretary-General for Internal Oversight Services for submitting her first on the non-peacekeeping activities to the General Assembly. We have high expectations for

her. Switzerland and Liechtenstein want a strong, efficient and effective UN. The OIOS plays a central role for the good governance and functioning of the Organization. We are convinced that a robust internal oversight function within the Secretariat is essential to make the UN more accountable, transparent and effective.

Concerning the present report, we wish to highlight three points:

First, we would like to stress that an **appropriate degree of real and perceived independence** from the management of the United Nations and of the funds and programs for which it provides oversight services. Independence is a vital precondition for any oversight function. The OIOS must be able to perform its mandated activities in an unbiased and objective manner, if it is to be of real value to the management of the Organization. Operational independence includes the ability of the OIOS to determine its final work plans and the content of its final reports, make requests for adequate resources to undertake its work, conduct its work with the cooperation of management and all applicable parties, free from intervention, select staff for the Office and communicate directly to the General Assembly and the Secretary-General in connection with matters of critical importance to the United Nations and/or the Office.

Second, we want to underline the critical importance of **enterprise risk management** as an integral and important management tool of the Organization. We believe that an organization's key risks should be the main focus of the oversight activity. We concur with the IAAC that the top management needs to continue to actively lead enterprise risk management efforts to ensure that systematically identifying and managing risks becomes a standard way of doing business across the Organization. We support the previous recommendation of the IAAC that the Secretary-General should ensure that the Organization and all its departments and offices have the capacities they need to effectively implement and sustain enterprise risk management.

Third, in the area of preventing **sexual exploitation and abuse** across the UN system and the need for the protection of civilians more generally, the OIOS has done important work but must do more. We support the IAACs recommendation that OIOS shall identify the specific set of management controls that need to be in place from the outset of a peacekeeping operation. OIOS should then audit the strength of these controls as new operations are formed. In this way, the Organization would be better able to stop abuses before they occur, as well as reducing the need to investigate cases. It is furthermore crucial that OIOS has the necessary resources and capabilities to investigate allegations rapidly in order to ensure that no evidence is lost and that it is possible to hold perpetrators accountable.

Madam Chair,

Our delegations will continue to seek ways to strengthen the Office with a view to making the UN more accountable, transparent, efficient and effective. We will participate actively and constructively in the deliberations on this important agenda item.

Thank you, Madam Chair.